

CINDY CAO

DARLINE COTHIÈRE POUR LA LIBERTÉ DE



© Philip Wright

ANCIENNE RÉFUGIÉE POLITIQUE ET ÉPOUSE DE JOURNALISTE EXILÉ, DARLINE COTHIÈRE A CHOISI LA FRANCE, TERRE DES DROITS DE L'HOMME. SON COMBAT AU QUOTIDIEN: SOUTENIR LES JOURNALISTES PRIVÉS DE LEUR LIBERTÉ DE PENSÉE. SON RÊVE: UNE FRANCE OUVERTE AU MULTICULTURALISME. PORTRAIT D'UNE FEMME ENGAGÉE.

Parisienne, moderne et élégante. Une femme à l'agenda surchargé. Darline Cothière, au poste de directrice de la Maison des Journalistes en France, a choisi de soutenir des journalistes exilés venus des quatre coins du monde. «La liberté de la presse me tient à cœur parce qu'elle concerne la liberté tout court» explique-t-elle. «Quand quelqu'un se sent opprimé, quand un journaliste subit des répressions, cela m'interpelle parce que cela va à l'encontre des valeurs auxquelles je crois, les valeurs de liberté et de démocratie.»

D'origine haïtienne, elle a elle-même bénéficié du statut de réfugiée politique. Et elle raconte: «Mon mari était journaliste en Haïti. Nous avons dû quitter le pays pour échapper à la répression sous le régime d'Aristide. Il avait été menacé et poursuivi par les hommes de main du régime. L'Ambassade de France a assuré notre protection pendant dix jours avant de nous évacuer sur Paris. C'était en 2001.» Et d'un ton optimiste, elle poursuit: «Aujourd'hui, tout cela est derrière moi. La France est mon pays d'accueil. C'est un choix délibéré. Je me reconnais dans un ensemble de valeurs portées par la France.»

Soutenir les journalistes pris pour cible

La Maison des Journalistes a été fondée en 2002 par deux journalistes français, Danièle Ohayon et Philippe Spinau. Ces derniers avaient décidé d'agir face à la réalité vécue par leurs confrères étrangers. Pour certains d'entre eux, l'arrivée en France était une étape difficile à traverser. «Ce n'est pas une immigration choisie, ce sont des gens qui ont fui leur pays et qui ont été réprimés, voire persécutés pour leurs idées» poursuit Darline Cothière. «Ils ont besoin de se poser pour se reconstruire.»

Depuis sa création, la Maison a accueilli 202 journalistes de plus de 50 nationalités différentes. «Ils viennent des quatre coins du monde» explique la directrice. Les journalistes arrivent par vagues en fonction de la politique d'immigration française et de l'actualité du monde. A la vague irakienne ont succédé les périodes iranienne et afghane. «Pour l'instant, nous avons surtout des journalistes africains, mais il y en a qui

LA PRESSE

viennent de partout: Cuba, Birmanie, Ukraine, Maghreb, Uruguay...» Avec en toile de fond, les photos de l'exposition intitulée «Chemins Essentiels», elle poursuit: «Là, par exemple, nous venons d'accueillir un journaliste du Kirghizistan qui expose ses images ramenées du Tibet.»

Fondamentale pour ces journalistes exilés, la Maison met à leur disposition un espace où ils peuvent continuer à exercer leur profession en toute liberté. «Nous avons un journal en ligne où ils peuvent exprimer leurs opinions en publiant des articles, des reportages, des photos... Pour les non-francophones, c'est plus compliqué, mais certains parviennent à mettre le site à jour en faisant traduire leurs textes ou alors par l'image.»

Pour les aider à se re-construire, la Maison couvre temporairement leurs besoins de base: logement, nourriture, transport, soutien à l'intégration professionnelle, etc. Mais la directrice regrette: «Auparavant, nous avions des permanences psychologiques pour ceux qui en avaient besoin parce que la plupart d'entre eux avaient subi de sérieux traumatismes. En raison de difficultés financières, nous avons dû arrêter.»

Enfin, l'intégration professionnelle est un combat au quotidien. «C'est très difficile en France» témoigne Darline Cothière. «Les médias français sont frileux quand il s'agit d'embaucher un journaliste étranger. Pour leur permettre de faire face au faux argument souvent entendu: "Vous avez de l'expérience, mais vous n'avez pas été formé en France", nous avons démarré un partenariat avec Sciences-Po et des écoles de journalisme pour leur permettre de reprendre une formation. Certains ont réussi à intégrer les médias français, mais la plupart doivent se reconvertir, dans l'hôtellerie ou la restauration par exemple, car il faut bien vivre et subvenir aux besoins de la famille.»

Un rêve pour la France

Arrivée en France, Darline Cothière, diplômée en linguistique, a trouvé un premier emploi en France en tant que professeur de français à la Maison des Journalistes. Elle a ensuite accédé au poste de responsable

de formation. «J'étais notamment en charge de l'opération «Renvoyé Spécial» qui permettait aux journalistes exilés de témoigner de leur parcours, de parler de la situation de la presse dans leur pays d'origine et de soulever des questions liées à la liberté de la presse et au pluralisme dans les médias.»

Quelques années plus tard, l'ancien directeur et co-fondateur de la Maison, Philippe Spinau, a montré la volonté de passer la main. C'est la candidature de Darline Cothière qui a été retenue pour lui succéder. La jeune femme est entrée en fonction l'année dernière. «C'est un poste que j'occupe depuis peu et j'apprends tous les jours» dit-elle avec enthousiasme.

Pour l'avenir, Darline Cothière se voit poursuivre une carrière d'écrivain. «L'écriture, c'est ma passion. J'ai publié pas mal d'articles par rapport à mes recherches universitaires dans le domaine de la linguistique. Je suis en train de rédiger une thèse de doctorat à ce sujet.» La poésie l'inspire aussi. «J'ai quelques textes dans mes tiroirs. J'espère avoir le temps de me pencher là-dessus dans la perspective d'une publication.»

Son rêve ne concerne pas que sa personne, mais la société en général et la société française en particulier: elle rêve d'une France ouverte au multiculturalisme. «Cela peut paraître idéaliste» dit-elle en riant «mon rêve pour la France, c'est qu'elle soit capable de mettre en avant toutes ses richesses en termes de diversité. Si l'on veut défendre les valeurs de la République - liberté, fraternité, égalité» dit-elle en insistant bien sur le mot «égalité», «je pense que les politiques doivent travailler davantage sur cet aspect-là pour garantir une meilleure cohésion sociale.» ■